

## POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTION SOCIALE



L'action sociale doit être un droit pour tous et doit permettre d'améliorer les conditions de vie de chacun. Ces dernières années, nous avons réussi à préserver le budget d'action sociale pourtant largement menacé par les coupes budgétaires. Celui-ci reste, malgré tout, insuffisant pour satisfaire les besoins des agents.

Nous exigeons donc la fin des gels budgétaires et l'augmentation des moyens dédiés à l'action sociale à hauteur d'au moins 3 % de la masse salariale (actifs et retraités). Ce budget d'action sociale doit permettre l'acquisition de logements sociaux, un tourisme social ouvert à tous, des places nouvelles en crèche, le développement de l'accès au sport, aux loisirs, à la culture...

## LE VOTE POUR LA CGT AU CTM EST IMPORTANT



Pour défendre au mieux vos intérêts, il est essentiel de donner votre voix à la CGT tant au niveau ministériel qu'au niveau directionnel. Car, les projets et décisions se déclinent à tous les échelons. Vous allez voter pour élire vos représentants syndicaux au Comité technique ministériel. Ces élections détermineront aussi la représentativité syndicale dans les ministères de Bercy et le nombre de sièges dans les instances ministérielles.

En élisant des représentants CGT, vous aurez la garantie d'avoir des élus du personnel déterminés qui lutteront contre tout recul pour les agents et se battront pour de nouveaux droits sociaux.

# VOTEZ CGT...

## POUR LA DÉFENSE DES MISSIONS



Depuis maintenant des années, l'ensemble des missions des administrations de Bercy sont attaquées sans relâche. La CGT se bat pied à pied pour les défendre et empêcher les fermetures de services. Car, nous considérons que ces missions sont essentielles au développement économique et garantent d'un pays égalitaire et solidaire.

Même si grâce à l'engagement de tous les militants de la CGT nous arrivons régulièrement à freiner la casse des missions et limiter les fermetures de services, nous avons besoin de plus de poids encore pour inverser la tendance.

## POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL



Avec les suppressions massives d'emplois, les conditions de travail se sont largement dégradées. Il est en effet impossible de maintenir une bonne qualité de service public avec toujours moins d'agents. Sans un véritable plan d'embauches aux Finances, vos conditions de travail ne pourront être réellement améliorées.

Pour l'instant, il est difficile de concrétiser un tel plan de créations d'emplois malgré notre recherche systématique d'unité syndicale. Nous avons besoin de votre force et de votre voix pour y parvenir. Nous formulons des propositions économiques qui le permettent contrairement au catastrophisme politique destiné à faire culpabiliser les fonctionnaires.

## POUR AUGMENTER LES RÉMUNÉRATIONS



Alors que les exigences imposées aux agents sont de plus en plus fortes du fait des suppressions d'emplois et des « réorganisations » incessantes, les rémunérations stagnent voire baissent.

Pourtant, depuis 30 ans, la part des richesses produites affectée aux salaires a considérablement diminué. Cet argent va quasi-intégralement dans la poche des actionnaires alors qu'il devrait revenir aux salariés. Dans la Fonction publique, le point d'indice a décroché de 10 % par rapport à l'inflation depuis 2010. C'est inacceptable ! Nous exigeons donc l'augmentation du point d'indice de 10 % en préalable à l'ouverture de négociations salariales.

## POUR UN MEILLEUR DÉROULEMENT DE CARRIÈRE



Le niveau de qualification exigé de chaque agent dans les services ne cesse de croître. Pourtant, le niveau de promotion, quelle qu'en soit la voie, ne cesse de baisser. Les ministres en attendent toujours plus des agents mais les récompensent par du mépris. Les promotions à Bercy doivent retrouver un niveau qui permette de reconnaître réellement les qualifications et l'implication des agents.

Il est inacceptable que vos qualifications et votre implication à maintenir une bonne qualité de service public ne soient pas reconnues ! C'est pourquoi la CGT exige l'ouverture immédiate de négociations pour la mise en place d'un véritable plan de qualification.